Hausses d’impôts pour sauver la France ? Plutôt faire payer Macron et arrêter l’immigration

écrit par Christine Tasin | 19 septembre 2024

Le nouveau Premier ministre français Michel Barnier quitte la cérémonie de passation de pouvoir, à Paris, le 5 janvier 2024 (photo d'illustration).

Le nouveau Premier ministre français Michel Barnier quitte la cérémonie de passation de pouvoir, à Paris, le 5 janvier 2024 (photo d'illustration).

Bataille gouvernementale : pour ou contre les hausses d'impôt. Dans l'article ci-dessous de RT France, vous lirez la bataille en cours entre les différentes parties en présence. Un seul point d'accord entre les différents protagonistes : **la situation de la France est catastrophique, pour ne pas dire désespérée et il va falloir des remèdes de cheval…**

Naturellement, il est question de voler directement dans la poche des Français… Et chacun de défendre son credo, oui ou non aux hausses d'impôts.

Or, non seulement il nous faudrait un vrai procès de Moscou pour faire rendre gorge à Macron, l'obliger à rembourser sur sa cassette personnelle tout ce qu'il nous a volé en payant -AVEC NOS SOUS !- Mc Kinsey et les autres donneurs de bon conseil la peau des fesses pour mieux nous vacciner, mieux nous enfumer, mieux nous emprisonner, mieux nous vendre aux Américains, mieux nous entraîner dans une guerre immonde, sans parler de ce que nous avons déjà payé très cher, à savoir les armes sophistiquées offertes, sans notre accord, au nazi Zelinsky.

Macron doit payer et rendre au peuple français ce qu'il lui a volé

Certes, la situation est catastrophique à cause, entre autres, du train de vie pharaonique de Macron, **mais surtout des dépenses tout aussi pharaoniques de notre pays en faveur de l'immigration et de l'islamisation de notre pays.** De subventions en subventions, d'aides en centres de migrants, de formation en réinsertion, d'aide juridictionnelle offerte gracieusement aux délinquants, majoritairement d'origine immigrés de notre pays en réparation des destructions commises par les mêmes. Et je ne vous parle pas des feux de voiture du réveillon, des destructions d'école… par les mêmes . On pourrait aussi parler de tous nos bijoux de famille bradés, offerts, aux multinationales, aux Américains… **Macron voleur !**

Or, ces ministres ou ex-ministres, ces députés ou ex-députés qui, confits d'importance, viennent nous annoncer que les augmentations du prix du gaz et de l'électricité ne suffisent pas, qu'il faudrait que nous cessassions de donner à manger à nos enfants pour sortir la France de l'ornière où TOUS. LES ELUS DES 10 dernières années nous ont menés. Ceux d'avant aussi certes, mais faire payer ceux qui étaient au pouvoir ces dernières années me semblerait juste, plus que juste.Et plus simple.

Robespierre, reviens remettre de la justice en ce pays, décide de confisquer les biens de Macron, des ministres et autres responsables qui ont dilapidé nos sous et qui prétendent continuer à nous écorcher vifs. Sans parler des Viltaïs, Equalis et autres responsables de l'installation des migrants, ça engraisse, de gérer un centre de migrants, que croyez-vous ?
https://resistancerepublicaine.com/2023/02/21/quand-un-directeur-dassociation-pro-migrants-gagne-plus-que-le-president-de-la-republique-ca-pue/
Il y a le feu au lac. Qui sera notre Robespierre ? Qui, bon sang ? Vous croyez que si les tricheries aux USA parvenaient à faire échouer Trump il pourrait venir chez nous ? Ou alors Elon Musk ? Il doit bien y avoir des solutions autres que celles que voudraient les salopards au pouvoir, non ?

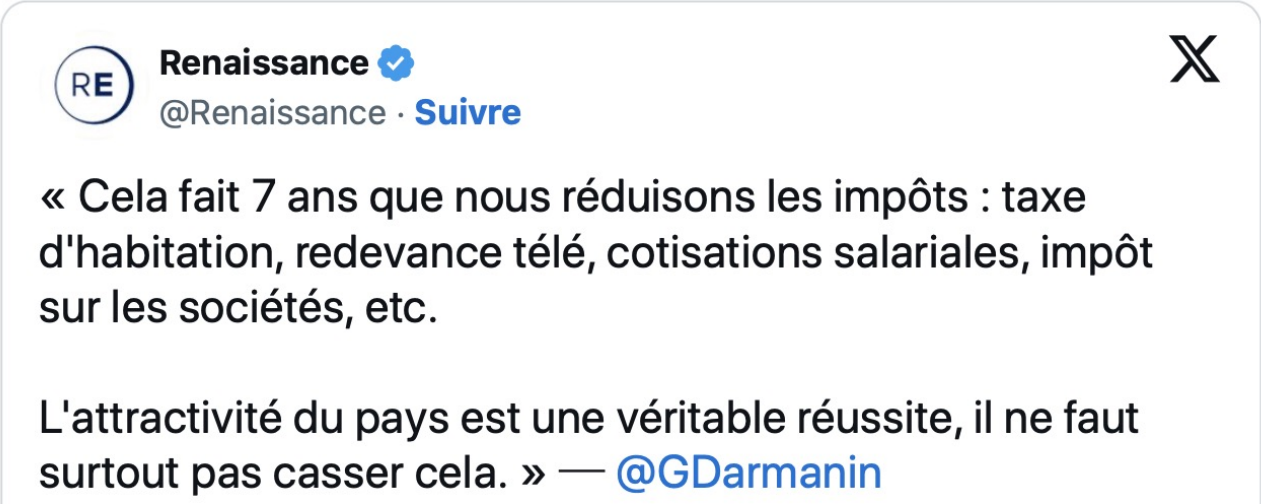
Vous me direz que trop de gens se sentent finalement bien peu concernés par tout ça, avec tous ceux qui votent pour les LFI qui veulent encore plus de migrants et plus de dépenses pour eux financées par le Français moyen et les politiques qui se gobergent en méprisant les Sans-dents…

Hausses d’impôts en France : Barnier déjà menacé par des membres du camp présidentiel

Plusieurs personnalités du parti présidentiel ont mis en garde Michel Barnier quant a`une éventuelle hausse d’impoŧs. Le nouveau Premier ministre franc¸ais a, de son coŧé, alerté sur une situation budgétaire qu’il juge «très grave».

«Cela fait sept ans que nous re´duisons les impoˆts : taxe d’habitation, redevance te´le´, cotisations salariales, impoˆt sur les socie´te´s, etc. L’attractivite´ du pays est une ve´ritable re´ussite, il ne faut surtout pas casser cela.»

De passage sur une chaiñe publique ce 18 septembre, le ministre de l’Intérieur démissionnaire Gérald Darmanin a averti le nouveau chef de gouvernement Michel Barnier que les membres du parti présidentiel seraient pointilleux sur la question des prélèvements obligatoires.



Screenshot

Pour celui qui est également député du Nord, «*il est hors de question que nous rentrions dans un gouvernement ou que nous soutenions un gouvernement qui augmente les impoˆts*». Un passage télévisé qui a notamment été relayé par le compte X

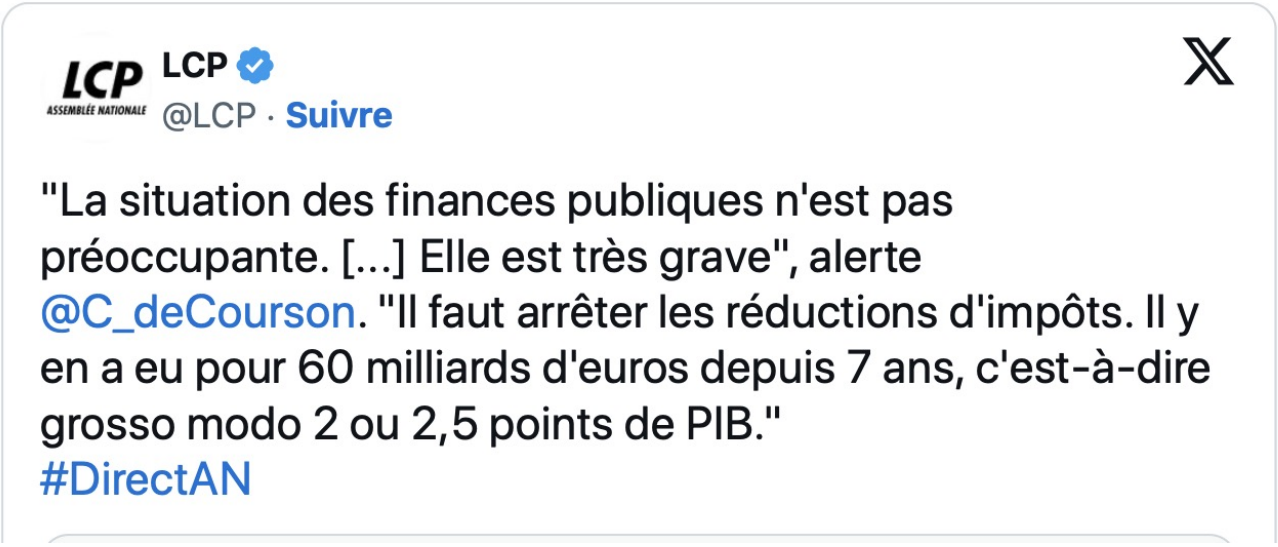
(ex-Twitter) du parti d’Emmanuel Macron, Renaissance.

Dans ce contexte, le chef de gouvernement devait rencontrer ce 18 septembre au matin des députés du groupe Ensemble pour la République (EPR), dirigé par son prédécesseur Gabriel Attal.

Ce rendez-vous a finalement été reporté sans qu’une autre date ne soit annoncée. La veille, dans un message envoyé par Gabriel Attal aux députés de son groupe, l’ancien chef de gouvernement avait exigé de son successeur une clarification concernant sa «ligne politique» et «d’éventuelles hausses d’impoŝ», ajoutant qu’il fallait plus d’éléments pour que son groupe décide de sa «participation au gouvernement».

La situation budgétaire du pays est «très grave», estime Michel Barnier

Dans des propos repris par la presse française ce 18 septembre, le nouveau Premier ministre s’est inquiété de la situation du pays : *«La situation budge´taire du pays que je de´couvre est tre`s grave. J’ai demande´ tous les e´le´ments pour en appre´cier l’exacte re´alite´. Cette situation me´rite mieux que des petites phrases.»*



Michel Barnier exprime lui-même la situation délicate dans laquelle il se trouve et estime que son «objectif» est de «retrouver le chemin de la croissance et de faire progresser le niveau de vie des Français, alors que nous sommes déja`le pays ou`la charge des impoŝts est la plus forte».

Une affirmation reprise par Charles de Courson, en commission des finances a` l'Assemblée nationale. «La situation des finances publiques n'est pas préoccupante. […] Elle est très grave», a ainsi appuyé le député du Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (Liot).

« La situation des finances publiques n'est pas préoccupante. […] Elle est très grave », alerte @C_deCourson. « Il faut arrêter les réductions d'impoŝts. Il y en a eu pour 60 milliards d'euros depuis 7 ans, c'est-a̧-dire grosso modo 2 ou 2,5 points de PIB. »

Cette déclaration s'inscrit dans une période de flottement, alors que le Premier ministre n'a toujours pas nommé les membres de son gouvernement et qu'il a reporté la présentation du budget, suscitant un tollé. Le 17 septembre, le président de la commission des finances Éric Coquerel et le rapporteur général du budget Charles de Courson se sont ainsi rendus a`Matignon pour réclamer les «lettres plafond» qui détaillent le budget alloué a`chaque ministère, sans résultat. Le second a évoqué une atteinte aux droits constitutionnels du Parlement.

Le spectre de la hausse d'impoŝts refait surface

Les inquiétudes sur la question des impoŝts dépassent cependant le centre de l'échiquier politique. «*A` titre personnel, je ne crois pas que nous disposions de grandes marges de manœuvre pour augmenter les impoˆts»,* a ainsi estimé, également ce 18 septembre, en commission a` l'Assemblée nationale, le président de la Cour des comptes

Pierre Moscovici

«*Pour autant, le sujet n'est pas tabou*», a-t-il ajouté. L'ancien ministre socialiste Stéphane Le Foll, qui affirme avoir refusé d'entrer au gouvernement, a de son coté estimé le 17 septembre au soir qu'il y aurait *«besoin d'augmenter les impoˆts*». Et de cibler «l*es plus riches et […] les entreprises qui ont fait beaucoup de profits pendant la crise du Covid*».

Du coté du Rassemblement national (RN), le député Jean-Philippe Tanguy avait prévenu que le parti voterait la censure du gouvernement si celui-ci prévoyait des hausses d'impots dans le budget 2025.

«*A` partir du 16 du mois vous ne travaillez plus pour vous, mais pour payer vos impoˆts. Et pourtant, Michel Barnier veut continuer de vous spolier*», a lancé sur X le président de Reconquête et ex-candidat a` la présidentielle Éric Zemmour.

Sur plusieurs plateaux télévisés, des entrepreneurs et spécialistes des questions économiques se sont insurgés contre une éventuelle hausse d'impots. L'entrepreneur Rafik Smati a ainsi rappelé que la France était «déja` le pays le plus fiscalisé du monde» avec 43,2% de son PIB et «le pays le plus redistributif du monde». L'essayiste Tom Benoıt a de son coté rappelé que le gouvernement avait opéré une augmentation de «cinq points […] sur les prélèvements des auto-entrepreneurs».

RT France